

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Municipalité régionale de comté des Pays-d'en-Haut | AR770 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Mylène Perrier, suis responsable de la préparation du Rapport financier de Municipalité régionale de comté des Pays-d'en-Haut pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

Signature _____ Date 28 mai 2025

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des gains et pertes de réévaluation	7
État des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers	9
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	28
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	29
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	30
Charges par objets	31
Fonds local d'investissement	32
Fonds local de solidarité	34
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	36
Excédent (déficit) accumulé	37
Avantages sociaux futurs	41

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	48
Analyse des charges	58

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la
Municipalité régionale de comté des Pays-d'en-Haut

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DES PAYS-D'EN-HAUT (la « Municipalité régionale de comté »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2024 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette), des gains et pertes de réévaluation et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DES PAYS-D'EN-HAUT au 31 décembre 2024, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Municipalité régionale de comté conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la MUNICIPALITÉ DE RÉGIONALE DE COMTÉ DES PAYS-D'EN-HAUT inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Municipalité régionale de comté à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Municipalité régionale de comté ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Municipalité régionale de comté.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

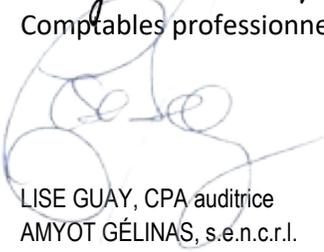
- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité régionale de comté;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Municipalité régionale de comté à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Municipalité régionale de comté à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Amyot Gélinas, s.e.n.c.r.l.
Comptables professionnels agréés


LISE GUAY, CPA auditrice
AMYOT GÉLINAS, s.e.n.c.r.l.
Sainte-Adèle, le 28 mai 2025

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
Revenus				
Taxes	1			
Compensations tenant lieu de taxes	2			
Quotes-parts	3	15 679 635	15 733 598	14 382 338
Transferts	4	8 096 600	8 651 635	5 714 366
Services rendus	5	1 316 453	1 451 749	1 371 695
Imposition de droits	6			
Amendes et pénalités	7		11 500	29 750
Revenus de placements de portefeuille	8	50 000	286 706	362 285
Autres revenus d'intérêts	9	40 000	68 758	64 246
Autres revenus	10	15 000	(231)	(58 532)
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	25 197 688	26 203 715	21 866 148
Charges				
Administration générale	14	3 730 998	3 759 805	3 531 778
Sécurité publique	15	70 080	69 419	62 321
Transport	16	766 161	979 885	783 792
Hygiène du milieu	17	12 417 539	12 590 463	9 901 681
Santé et bien-être	18	281 574	589 327	389 022
Aménagement, urbanisme et développement	19	2 063 981	1 452 276	1 726 133
Loisirs et culture	20	5 077 225	5 519 944	5 652 959
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	930 271	921 587	933 625
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	25 337 829	25 882 706	22 981 311
Excédent (déficit) lié aux activités	25	(140 141)	321 009	(1 115 163)
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		30 614 494	31 729 657
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			
Solde redressé	28		30 614 494	31 729 657
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		30 935 503	30 614 494

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	6 655 907	6 335 017
Débiteurs (note 5)	2	14 401 666	13 402 694
Prêts (note 6)	3	1 181 505	1 325 122
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	22 239 078	21 062 833
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	2 860 512	3 147 443
Revenus reportés (note 11)	12	4 128 287	2 293 673
Dette à long terme (note 12)	13	31 009 493	31 958 693
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	37 998 292	37 399 809
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(15 759 214)	(16 336 976)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	45 825 627	46 080 497
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	104 573	54 137
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	764 517	816 836
	23	46 694 717	46 951 470
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	30 935 503	30 614 494
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	30 935 503	30 614 494
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	30 935 503	30 614 494
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Excédent (déficit) lié aux activités	1	(140 141)	321 009	(1 115 163)
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)	1 392 265)	729 389)
Produit de cession	3		400	1
Amortissement	4		1 646 504	1 591 090
(Gain) perte sur cession	5		231	101 401
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		254 870	963 103
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		(50 436)	891
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		52 319	41 701
	13		1 883	42 592
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(140 141)	577 762	(109 468)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(16 336 976)	(16 227 508)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(16 336 976)	(16 227 508)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(15 759 214)	(16 336 976)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Gains (pertes) de réévaluation cumulés au début de l'exercice	1	
Gains (pertes) non réalisés attribuables aux éléments suivants :		
Dérivés	2	
Placements de portefeuille	3	
Autres		
▪	4.1	
Montants reclassés dans l'état des résultats		
▪	5.1	
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	6	
Autres éléments du résultat étendu présentés par les entreprises municipales	7	
Gains (pertes) de réévaluation cumulés à la fin de l'exercice	8	

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	321 009	(1 115 163)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	1 646 504	1 591 090
Autres			
▪ Variation de la provision pour moins value prêts	3.1	(68 787)	106 759
▪ Perte sur cession d'immobilisations corporelles	3.2	231	101 402
	4	1 898 957	684 088
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	(998 972)	4 500 111
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	(401 398)	(930 655)
Revenus reportés	8	1 834 614	650 523
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10		
Stocks de fournitures	11	(50 436)	891
Autres actifs non financiers	12	52 319	41 701
	13	2 335 084	4 946 659
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14	(1 277 798)	(472 912)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	400	1
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(1 277 398)	(472 911)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19	(256 477)	(366 627)
Remboursement ou cession	20	468 881	564 788
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21	()	()
Cession	22		
	23	212 404	198 161
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	763 400	130 000
Remboursement de la dette à long terme	25	(1 815 588)	(1 050 329)
Variation nette des emprunts temporaires	26		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	102 988	103 323
Autres			
▪	28.1		(2)
	29	(949 200)	(817 008)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	30	320 890	3 854 901
Solde déjà établi	31	6 335 017	2 480 116
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32		
Solde redressé	33	6 335 017	2 480 116
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	6 655 907	6 335 017

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité régionale de comté des Pays-d'en-Haut est constituée par lettres patentes émises le 20 octobre 1982 en vertu de l'article 166 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., chap. A-19.1).

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organisme présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé présentée à la page S23.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

S.O.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

La Municipalité régionale de comté applique la méthode de comptabilité d'exercice. Cette méthode consiste à reconnaître les revenus et les charges au cours de l'exercice où ont lieu les faits ou les transactions. Ces transactions sont comptabilisées sans égard au moment où elles sont réglées par un encaissement ou un décaissement ou de toute autre façon.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers de la Municipalité régionale de comté, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la durée d'utilité des immobilisations et les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Municipalité régionale de comté est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements, dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**D) Passifs****Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations**

Une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation est comptabilisée par la Municipalité régionale de comté en présence d'une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation corporelle qui découle de son acquisition, de sa construction, de son développement ou de sa mise en valeur ou de son exploitation normale. La Municipalité régionale de comté comptabilise un passif au titre d'une telle obligation dans la période où celui-ci prend naissance, à la condition qu'il soit possible d'en faire une estimation raisonnable.

Le montant comptabilisé au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation correspond à la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date des états financiers. Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations corporelles concernées et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service.

L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisés selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance, qu'elle soit connue ou estimée.

Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

Le passif relatif à la mise hors service des bâtiments patrimoniaux n'est pas présenté aux états financiers. En effet, la Municipalité régionale de comté est tenue de maintenir l'intégrité de ces bâtiments en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel de sorte que la date probable de mise hors service de ces bâtiments est si éloignée dans le temps que la valeur actualisée de l'obligation est négligeable. L'obligation liée à la mise hors service de ces bâtiments sera présentée aux états financiers dès le moment où la désignation patrimoniale sera retirée ou la démolition du bâtiment autorisée, le cas échéant.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers de la Municipalité régionale de comté sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Les éléments incorporels autres que les éléments incorporels achetés ne sont pas constatés dans les états financiers de la Municipalité régionale de comté.

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et amorties, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, selon la méthode d'amortissement linéaire en fonction de leur durée de vie utile. Leur coût inclut les frais financiers capitalisés pendant la période de construction, de développement ou de mise en valeur et, le cas échéant, toute obligation liée à la mise hors service des immobilisations.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Infrastructures	20-40 ans
Bâtiments	40 ans
Ameublement et équipement de bureau	5-10 ans
Véhicules	10 ans
Machinerie, outillage et équipement divers	5 à 20 ans
Améliorations locatives	4 ans

Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande.

Les immobilisations en cours de construction ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement, le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

F) Revenus

Quotes-parts

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.

Transferts

Les transferts sont comptabilisés à titre de revenus lorsqu'ils sont autorisés par le cédant et que tous les critères d'admissibilité sont atteints, sauf s'ils sont assortis de stipulations qui créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Si un passif est créé, la comptabilisation à titre de revenu a lieu au fur et à mesure que les stipulations relatives à ce passif sont rencontrées.

Services rendus

Les services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

Amendes et pénalités

Les revenus liés à l'imposition d'amendes ou de pénalités sont constatés lorsque la Municipalité régionale de comté a le pouvoir de revendiquer ou de prélever les sommes en cause. Lorsque les dispositions législatives ou réglementaires applicables prévoient un délai de contestation ou requièrent une réponse à l'accusation de la part de l'assigné, les revenus ne sont constatés que lorsque ces événements ont eu lieu.

Revenus de placements de portefeuille

Les revenus de placements de portefeuille sont constatés au fur et à mesure qu'ils sont gagnés. Ces revenus comprennent les intérêts sur les dépôts en banque et les placements de portefeuille, s'il y a lieu.

Autres revenus d'intérêts

Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés. Ces revenus comprennent les revenus d'intérêts non associés aux dépôts en banque et aux placements de portefeuille, notamment sur les prêts.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**Autres revenus**

Les revenus rattachés à la cession d'actifs sont comptabilisés comme revenus à la date de l'acte de transfert.

Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients ou lorsque les services sont rendus.

G) Avantages sociaux futurs

S.O.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous :

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
 - pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital des dettes concernées. Ce montant ne fait l'objet d'aucune affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Éléments présentés à l'encontre des DCTP :
 - financement des activités de fonctionnement : au fur et à mesure de l'amortissement des frais payés d'avance relatifs au terrain synthétique. Ce montant fait l'objet d'une affectation aux activités de fonctionnement aux fins fiscales;
 - prêts octroyés dans le cadre du FLI et FLS : au fur et à mesure du remboursement en capital des prêts concernés. Ce montant ne fait l'objet d'aucune affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

I) Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

La trésorerie et les équivalents de trésorerie et les prêts sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les débiteurs, à l'exception des taxes à la consommation, sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les créditeurs et charges à payer, à l'exception des taxes à la consommation à payer, des avantages sociaux à payer et la dette à long terme, sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale. Toutefois, lors de la comptabilisation initiale des éléments classés dans les instruments financiers évalués à la juste valeur, les coûts de transaction sont passés en charge.

Prêts

Les prêts, y compris les intérêts courus et à recevoir, sont comptabilisés au coût après amortissement. Des évaluations de crédit sont effectuées pour tous les nouveaux emprunteurs. Ultérieurement, lorsque des faits ou des circonstances laissent présager une perte, une provision pour moins-value est établie. La réduction de la valeur comptable alors constatée ainsi que tout changement subséquent sont imputés aux résultats à la provision pour moins-value.

La Municipalité régionale de comté évalue annuellement l'existence d'une indication objective de dépréciation ou de changement dans l'évaluation de ses prêts. Pour fins d'évaluation de la provision, les prêts sont évalués en fonction de taux de probabilité de défaut par type de prêt, en tenant compte des sûretés.

Un prêt est radié lorsque l'emprunteur est en liquidation ou a cessé tout remboursement. Les recouvrements subséquents sont inscrits aux revenus de l'exercice où ils seront recouverts.

Dette à long terme

Les frais d'émission liés aux dettes sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée initiale de l'emprunt jusqu'à son renouvellement. Le solde non amorti est présenté en déduction de la dette correspondante. Les normes comptables canadiennes pour le secteur public préconisent l'application du taux effectif plutôt que la méthode linéaire. L'amortissement des frais d'émission des dettes selon la méthode du taux effectif n'a pas d'impact important sur les résultats des activités et sur la situation financière.

De plus, la Municipalité régionale de comté a choisi d'inclure dans les montants des versements estimatifs pour les prochains exercices présentés à la note 12, le montant des refinancements dans l'année où ils sont prévus.

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus, ni des dépenses de fonctionnement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**3. Modification de méthodes comptables****ADOPTION DE NOUVELLES NORMES COMPTABLES*****Adoption initiale - Chapitre SP 3400 - Revenus***

À compter du présent exercice, la Municipalité régionale de comté a adopté les exigences du nouveau chapitre SP 3400 - Revenus, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2023. Conformément aux exigences du nouveau chapitre SP 3400, la Municipalité régionale de comté a analysé ses différentes sources de revenus pour déterminer celles qui sont issues d'opérations qui comportent des obligations de prestations (appelées « opérations avec contrepartie ») de celles issues d'opérations sans obligation de prestation (appelées « opérations sans contrepartie »).

Pour les opérations avec contrepartie, la Municipalité régionale de comté doit déterminer quels biens ou services (ou quels groupes de biens ou services) sont distincts et doivent par conséquent être traités séparément. Lorsque la Municipalité régionale de comté détermine qu'il y a plus d'une obligation de prestations pour une même opération, elle doit utiliser une méthode de répartition du prix de la transaction. Pour ce faire, elle utilise le prix de vente spécifique des biens ou services à chacune des obligations de prestation lorsque celui-ci est connu; dans le cas contraire, elle procède à une estimation à l'aide des informations dont elle dispose pour effectuer cette répartition.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences ont fait l'objet d'une application prospective.

L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Municipalité régionale de comté.

Adoption initiale - Chapitre SP 3160 - Partenariats public-privé

À compter du présent exercice, la Municipalité régionale de comté a adopté les exigences du nouveau chapitre SP 3160 - Partenariats public-privé, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2023. Cette norme fournit des indications sur la comptabilisation, l'évaluation et la présentation d'une infrastructure acquise par la Municipalité régionale de comté sous la forme d'un partenariat public-privé (PPP), soit un partenariat entre une entité gouvernementale et le partenaire du secteur privé. Notamment, elle identifie ce qui constitue un élément d'infrastructure réalisé en PPP et précise qu'un actif et un passif doivent être comptabilisés lorsque la Municipalité régionale de comté en obtient le contrôle.

L'adoption de ce chapitre n'a entraîné aucun impact sur les résultats, ni sur la situation financière puisque la Municipalité régionale de comté ne détient pas de partenariats public-privé.

Adoption initiale - Note d'orientation NOSP-8 - Éléments incorporels achetés

À compter du présent exercice, la Municipalité régionale de comté a adopté les exigences de la note d'orientation NOSP-8 - Éléments incorporels achetés, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2023. Cette note d'orientation traite de la définition d'un élément incorporel acheté. Dorénavant, la norme indique que ces éléments incorporels achetés doivent être comptabilisés s'ils répondent à la définition d'un actif.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Ce changement n'a entraîné aucun impact sur les états financiers de la Municipalité régionale de comté puisqu'elle ne détient pas d'éléments incorporels achetés.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	6 655 907	6 335 017
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments	3.1		
▪			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	6 655 907	6 335 017
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	6 655 907	6 335 017
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	6 312 244	3 845 104
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	763 400	

Note

5. Débiteurs

		2024	2023
Taxes municipales	9		
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	13 623 773	12 741 207
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	286 956	165 912
Organismes municipaux	13	115 464	168 735
Autres			
▪ Intérêts courus, transfert à recevoir, revenus vente pour taxes	14.1	375 473	326 840
	15	14 401 666	13 402 694
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	9 568 288	10 013 761
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	9 568 288	10 013 761
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21		
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22		
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	9 856 532	10 058 002
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	15 526	244 439
Ministère de la Culture et des Communications	25		
Autres ministères/organismes	26	3 751 715	2 438 766
	27	13 623 773	12 741 207

Note

La valeur comptable des débiteurs, excluant les taxes à la consommation, est d'un montant de 13 841 388 \$.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêt à des taux variant de 2,02 % à 3,93 % et viennent à échéance de 2041 à 2042. Les encaissements relatifs à ces débiteurs au cours des prochains exercices sont les suivants :

2025	-	455 922 \$
2026	-	466 640 \$
2027	-	477 633 \$
2028	-	488 910 \$
2029	-	500 478 \$
2030 et plus	-	7 178 705 \$

6. Prêts

		2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪ Prêts aux entrepreneurs	30.1	1 181 505	1 325 122
	31	1 181 505	1 325 122
Provision pour moins-value déduite des prêts	32	329 364	398 151

Note

- Prêts octroyés dans le cadre du FLI régulier, d'un montant de 602 042 \$ (2023 - 636 414 \$), venant à échéance de 2025 à 2030, portant intérêt à des taux variant de 0,00 % à 7,50 % et remboursables par versements variables.
- Prêts octroyés dans le cadre de l'aide d'urgence aux PME (AUPME), d'un montant de 167 102 \$ (2023 - 366 534 \$), venant à échéance de 2025 à 2028, portant intérêt à un taux de 3,00 %, remboursables par versements variables.
- Prêts octroyés dans le cadre du Fonds local de solidarité (FLS), d'un montant de 412 361 \$ (2023 - 322 174 \$), venant à échéance de 2026 à 2030, portent intérêt à des taux variant de 6,50 % à 9,00 %, remboursables par versements variables.

7. Placements de portefeuille

		2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	33		
Autres placements	34		
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	35		
Autres placements	36		
	37		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

8. Autres actifs financiers

		2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40		
Autres			
▪	41.1		
		42	

Note**9. Emprunts temporaires**

La Municipalité régionale de comté bénéficie d'une marge de crédit autorisée de 2 250 000 \$ au taux préférentiel en vigueur pour ses activités de fonctionnement. Au 31 décembre 2024, le solde de cette marge était 0 \$ (2023 - 0 \$) et le taux était de 5,45 %. Cette marge de crédit est renouvelable annuellement.

La Municipalité régionale de comté a également contracté un emprunt temporaire d'un montant maximal cumulé de 37 000 000 \$, dans le cadre de son règlement d'emprunt 365-2018 pour la construction d'un centre sportif. Au 31 décembre 2024, le solde de cet emprunt était de 0 \$ (2023 - 0 \$) et le taux était de 5,45 %.

10. Crédoiteurs et charges à payer

		2024	2023
Fournisseurs	43	1 909 998	2 081 690
Salaires et avantages sociaux	44	386 568	535 040
Dépôts et retenues de garantie	45	289 802	249 203
Provision pour contestations d'évaluation	46		
Autres			
▪ Intérêts courus sur la dette	47.1	273 407	275 344
▪ Organismes municipaux	47.2		486
▪ Autres courus et passifs	47.3	737	5 680
	48	2 860 512	3 147 443

Note

La valeur comptable des crédoiteurs et autres charges à payer, excluant les taxes à la consommation à payer et les avantages sociaux à payer, est d'un montant de 2 503 442 \$.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. Revenus reportés

		2024	2023
Taxes perçues d'avance	49		
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50		18 971
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51	1 261 869	1 127 294
Accès entreprise Québec	52	34 531	93 800
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53		
Autres			
▪ Subvention EDC - Ministère culture	54.1	430 253	417 346
▪ Subvention reportée AUTRES	54.2	15 812	64 774
▪ Fondation Lucie et André Chagnon (FLAC)	54.3	7 082	8 756
▪ SHQ (PAD et PRR)	54.4	85 554	88 112
▪ Signature innovation (FRR volet 3)	54.5	517 339	1 351
▪ ATCL (plan climat)	54.6	1 221 340	
▪ PNAAT (OGAT)	54.7	49 306	
▪ MEI- PAPDE (planification stratégique dev. économique)	54.8	25 000	
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57	223 170	188 534
Société québécoise d'assainissement des eaux	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Services rendus futurs	62.1	257 031	284 735
	63	4 128 287	2 293 673

Note

Les montants des rentrées grevées d'affectations d'origine externe s'élevaient à 37 296 \$ (2023 - 35 159 \$) pour le Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire. Les montants constatés à titre de revenus au cours de l'exercice s'élevaient respectivement de 2 660 \$ (2023 - 0 \$).

Les paiements de transfert comptabilisés à titre de revenus reportés totalisent 3 648 086 \$ (2023 - 1 820 404 \$). Ils sont constitués de sommes reçues des gouvernements ou d'organismes gouvernementaux dans le cadre de différents programmes de subvention se rapportant principalement à la culture, au fond région ruralité, à l'habitation, aux actions climatiques, à l'aménagement du territoire, au développement économique et au tourisme ainsi qu'à des travaux afférents à des infrastructures et à des bâtiments. Les montants des rentrées grevées d'affectations d'origine externe concernant les paiements de transferts s'élevaient à 3 793 296 \$ (2023 - 2 662 283 \$). Les sommes seront constatées à titre de revenus lorsque la Municipalité régionale de comté respectera les stipulations prévues aux ententes ou réalisera les travaux déterminés, selon des échéances établies. Les sommes constatées à titre de revenus au cours de l'exercice s'élevaient à 1 965 614 \$ (2023 - 2 025 667 \$).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2024	2023
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,10	4,99	2029	2052	64	28 772 400	29 806 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises		4,00	2030	2032	66	2 440 448	2 440 448
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres	1,50	8,00	2025	2026	69	21 802	40 390
					70	31 234 650	32 286 838
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(225 157)	(328 145)
					72	31 009 493	31 958 693

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2024
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2025	73		1 060 400		18 234	1 078 634
2026	74		1 094 200		3 568	1 097 768
2027	75		26 290 400			26 290 400
2028	76		159 800			159 800
2029	77		167 600			167 600
2030 et plus	78				2 440 448	2 440 448
	79		28 772 400		2 462 250	31 234 650
Intérêts et frais accessoires	80		()		()	()
	81		28 772 400		2 462 250	31 234 650

Note

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices incluent le montant des refinancements dans l'année où ils sont prévus. Les montants des refinancements par année sont les suivants :

2025	-	-	\$
2026	-	-	\$
2027	-	25 161 000	\$
2028	-	-	\$
2029	-	-	\$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

13. Avantages sociaux futurs

	2024	2023
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	
Autres régimes (REER et autres)	88	227 660
Régimes de retraite des élus municipaux	89	4 171
	90	231 831
		202 592
		13 414
		216 006

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**14. Autres passifs**

	2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	
Autres	93.1	
▪	94	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	
Passifs engagés	96	
Passifs réglés	97	() ()
Charge de désactualisation ¹	98	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101				
Eaux usées	102				
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103				
Autres					
▪ Autres infras	104.1	6 786 053	1 074 349		7 860 402
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	38 277 630	53 785		38 331 415
Améliorations locatives	107	67 931			67 931
Véhicules	108	102 218			102 218
Ameublement et équipement de bureau	109	837 547	85 256	2 102	920 701
Machinerie, outillage et équipement divers	110	4 050 586	22 452		4 073 038
Terrains	111	882 935			882 935
Autres	112				
	113	51 004 900	1 235 842	2 102	52 238 640
Immobilisations en cours	114	37 812	156 423		194 235
	115	51 042 712	1 392 265	2 102	52 432 875
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116				
Eaux usées	117				
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118				
Autres					
▪ Autres infras	119.1	685 764	203 184		888 948
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	2 017 347	958 281		2 975 628
Améliorations locatives	122	22 000	14 792		36 792
Véhicules	123	26 763	10 222		36 985
Ameublement et équipement de bureau	124	410 030	113 937	1 471	522 496
Machinerie, outillage et équipement divers	125	1 800 311	346 088		2 146 399
Autres	126				
	127	4 962 215	1 646 504	1 471	6 607 248
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	46 080 497			45 825 627
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129				
Amortissement cumulé	130	()	()	()	()
Valeur comptable nette	131				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

16. Propriétés destinées à la revente

	2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132	
Immeubles industriels municipaux	133	
Autres	134	
	135	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	

Note**17. Actifs incorporels achetés**

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
▪	138.1			
	139			
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
▪	140.1			
	141			
VALEUR COMPTABLE NETTE	142			

Note**18. Autres actifs non financiers**

	2024	2023
Frais payés d'avance		
▪ Autres	143.1	28 067
▪ Terrain synthétique	143.2	736 450
Autres		
▪	144.1	
	145	764 517
		816 836

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

19. Obligations contractuelles

La Municipalité régionale de comté a accordé des contrats ou a conclu des ententes prévoyant la fourniture de biens et services sur plus d'un exercice financier par différents fournisseurs ou organismes. Le solde au 31 décembre 2024 des engagements suivants ces contrats et ententes s'établit à 51 305 423 \$. Les paiements minimums exigibles au cours des prochains exercices sont les suivants :

2025	- 13 619 574 \$
2026	- 11 315 591 \$
2027	- 10 177 117 \$
2028	- 9 390 927 \$
2029	- 5 300 364 \$
2030 et plus	- 1 501 850 \$

Les engagements à l'égard des activités d'investissement sont pour la construction des nouveaux bureaux administratifs, la finalisation du contrat de construction du centre sportif en vertu du règlement d'emprunt 365-2018 ainsi que des travaux de restauration du patrimoine pour la Gare de Mont-Rolland. Le solde au 31 décembre 2024 de ces engagements est de 14 724 238 \$. Les paiements minimums exigibles au cours des prochains exercices sont les suivants :

2025	- 2 394 738 \$
2026	- 6 370 400 \$
2027	- 5 959 100 \$

20. Droits contractuels

La Municipalité régionale de comté a signé des contrats ou a conclu des ententes prévoyant la location d'immeubles sur plus d'un exercice financier par différents fournisseurs ou organismes. La Municipalité régionale de comté a également conclu une entente de subventions pour la restauration de la Gare de Mont-Rolland. Le solde au 31 décembre 2024 de ces droits contractuels est de 2 734 784 \$. Les montants de ces contrats, ententes et subventions sont répartis comme suit sur les prochains exercices financiers :

2025	- 929 166 \$
2026	- 736 244 \$
2027	- 402 087 \$
2028	- 111 610 \$
2029	- 79 382 \$
2030 et plus	- 476 295 \$

21. Passifs éventuels

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2024	2023
Emprunts temporaires			
▪ Parc linéaire Le P'tit train du Nord	146.1	16 667	16 667
	147	16 667	16 667
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150	16 667	16 667

La Municipalité régionale de comté a cautionné un sixième (1/6) du montant total de la marge de crédit du Parc linéaire Le P'tit Train du Nord, soit une somme maximale de 16 667 \$. La Municipalité régionale de comté ne cautionne plus depuis février 2024.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

En date des états financiers, une poursuite d'un montant de 420 000 \$ et une autre d'un montant non encore établie ont été intentées contre la Municipalité régionale de comté. De l'avis de la direction, il est actuellement impossible d'évaluer le dénouement de ces litiges et le montant que la Municipalité régionale de comté pourrait, le cas échéant, devoir verser. Aucune provision n'a été comptabilisée dans les états financiers.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

Au cours de l'exercice, en plus des acquisitions d'immobilisations corporelles présentées dans les activités d'investissement, la Municipalité régionale de comté a acquis des immobilisations corporelles, au montant de 370 944 \$, présentées dans les créditeurs et charges à payer au 31 décembre 2024 (2023 - 256 477 \$).

24. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

25. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les prévisions budgétaires adoptées par la Municipalité régionale de comté.

26. Instruments financiers**Gestion des risques liés aux instruments financiers**

Dans le cours normal de ses activités, la Municipalité régionale de comté est exposée à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour la Municipalité régionale de comté sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs, à l'exception des taxes à la consommation, et aux prêts.

L'exposition maximale de la Municipalité régionale de comté au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs, autres que les taxes à la consommation, est réduit puisque la Municipalité régionale de comté évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. La Municipalité régionale de comté ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, la Municipalité régionale de comté croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Elle établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Elle enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain. Le risque de crédit associé aux subventions à recevoir est réduit au minimum puisque ces sommes proviennent des gouvernements.

La balance chronologique des débiteurs, excluant les taxes à la consommation et les subventions à recevoir, déduction faite de la provision pour créances douteuses au 31 décembre, se détaille comme suit :

	2024	2023
Non en souffrance	- \$	- \$
En souffrance		
moins de 3 mois	354 554 \$	420 133 \$
de 3 à 6 mois	49 232 \$	- \$
de 7 à 12 mois	- \$	- \$
plus de 12 mois	42 150 \$	75 442 \$
	445 936 \$	495 575 \$
Moins la provision pour créances douteuses	- \$	- \$
	<u>445 936 \$</u>	<u>495 575 \$</u>

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

La Municipalité régionale de comté est d'avis qu'aucune provision pour créances douteuses n'est nécessaire pour couvrir le risque de non-paiement.

Prêts

Le solde des prêts, déduction faite de la provision pour moins-value, présenté à l'état de la situation financière, correspond à l'exposition maximale au risque de crédit.

La Municipalité régionale de comté estime que les concentrations de risque de crédit relatives aux prêts sont limitées en raison du nombre considérable d'emprunteurs.

À la date de mise au point définitive des états financiers, une évaluation des prêts est effectuée en considérant, notamment, les tendances historiques des emprunteurs, les conditions actuelles et toute circonstance particulière connue à cette date. La provision pour moins-value est ajustée en conséquence, s'il y a lieu, pour traduire le degré de recouvrabilité et le risque de perte.

Les variations de la provision pour moins-value sur les prêts sont présentées aux pages S20 et S21.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Municipalité régionale de comté éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. La Municipalité régionale de comté gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La Municipalité régionale de comté établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit:

31 décembre 2024	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunt temporaire	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	2 503 442 \$	- \$	- \$	- \$	2 503 442 \$
Dette à long terme	1 078 634 \$	27 388 168 \$	327 400 \$	2 440 448 \$	31 234 650 \$
	<u>3 582 076 \$</u>	<u>27 388 168 \$</u>	<u>327 400 \$</u>	<u>2 440 448 \$</u>	<u>33 738 092 \$</u>

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

31 décembre 2023	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunt temporaire	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	2 724 304 \$	- \$	- \$	- \$	2 724 304 \$
Dette à long terme	1 815 588 \$	3 720 430 \$	24 997 860 \$	1 752 960 \$	32 286 838 \$
	<u>4 539 892 \$</u>	<u>3 720 430 \$</u>	<u>24 997 860 \$</u>	<u>1 752 960 \$</u>	<u>35 011 142 \$</u>

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La Municipalité régionale de comté est seulement exposée au risque de taux d'intérêt.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur des instruments financiers, ou que les flux de trésorerie futurs associés à ces instruments financiers, varient de façon défavorable en fonction des fluctuations des taux d'intérêt, qu'ils soient à taux d'intérêt fixe ou à taux d'intérêt variable. Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe assujettissent la Municipalité régionale de comté à un risque de la juste valeur et ceux à taux variable à un risque de flux de trésorerie.

Les instruments financiers à taux fixe sont les prêts et la dette à long terme. Les instruments financiers à taux variable sont la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

Considérant que la Municipalité régionale de comté comptabilise ses instruments financiers à taux fixe au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif et non à la juste valeur, l'exposition au risque de fluctuation de taux d'intérêt est faible d'autant plus que la Municipalité régionale de comté prévoit les rembourser selon l'échéancier prévu. Pour les instruments financiers à taux variable, chaque fluctuation de 1 % du taux d'intérêt sur leur solde en fin d'exercice ferait augmenter ou diminuer l'excédent annuel lié aux activités de 2024 d'un montant de 66 558 \$.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget 2024		Réalisations 2024	Total	Réalisations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1					
Compensations tenant lieu de taxes	2					
Quotes-parts	3	15 679 635	15 733 598		15 733 598	14 382 338
Transferts	4	8 096 600	7 744 768		7 744 768	5 698 492
Services rendus	5	1 316 453	1 451 749		1 451 749	1 371 695
Imposition de droits	6					
Amendes et pénalités	7		11 500		11 500	29 750
Revenus de placements de portefeuille	8	50 000	286 706		286 706	362 285
Autres revenus d'intérêts	9	40 000	68 758		68 758	64 246
Autres revenus	10	15 000	(231)		(231)	(58 532)
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	25 197 688	25 296 848		25 296 848	21 850 274
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15		906 867		906 867	15 874
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17					
Autres	18					
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
Effet net des opérations de restructuration	20					
	21		906 867		906 867	15 874
	22	25 197 688	26 203 715		26 203 715	21 866 148
Charges						
Administration générale	23	3 730 998	3 715 995	43 810	3 759 805	3 531 778
Sécurité publique	24	70 080	69 356	63	69 419	62 321
Transport	25	766 161	979 885		979 885	783 792
Hygiène du milieu	26	12 417 539	12 291 377	299 086	12 590 463	9 901 681
Santé et bien-être	27	281 574	589 327		589 327	389 022
Aménagement, urbanisme et développement	28	2 063 981	1 436 990	15 286	1 452 276	1 726 133
Loisirs et culture	29	5 077 225	4 231 685	1 288 259	5 519 944	5 652 959
Réseau d'électricité	30					
Frais de financement	31	930 271	921 587		921 587	933 625
Effet net des opérations de restructuration	32					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33		1 646 504	(1 646 504)		
	34	25 337 829	25 882 706		25 882 706	22 981 311
Excédent (déficit) lié aux activités	35	(140 141)	321 009		321 009	(1 115 163)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024		2023
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) lié aux activités	1	(140 141)	321 009	(1 115 163)
Moins : revenus d'investissement	2 (	)	906 867)(	15 874)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(140 141)	(585 858)	(1 131 037)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4		1 646 504	1 591 090
Produit de cession	5		400	1
(Gain) perte sur cession	6		231	101 401
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		1 647 135	1 692 492
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12	410 800	468 881	564 788
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14		(68 787)	106 759
	15	410 800	400 094	671 547
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			130 000
Remboursement de la dette à long terme	17 (	614 032)(	614 031)(	622 217)
	18	(614 032)	(614 031)	(492 217)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	139 293)(	76 472)(	69 693)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		100 000	
Excédent de fonctionnement affecté	21	1 118 481	1 229 694	1 680 879
Réserves financières et fonds réservés	22	(692 465)	(1 032 830)	(1 048 580)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	56 650	28 946	35 396
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	343 373	249 338	598 002
	26	140 141	1 682 536	2 469 824
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		1 096 678	1 338 787

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	906 867	15 874
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2 (	196 934)(	476 435)
Sécurité publique	3 ())
Transport	4 ())
Hygiène du milieu	5 (	17 771)(	14 907)
Santé et bien-être	6 ())
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	4 955)(	14 139)
Loisirs et culture	8 (	1 172 605)(	223 908)
Réseau d'électricité	9 ())
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ())
	11 (	1 392 265)(	729 389)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12 ())
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13 (	256 477)(	366 627)
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14		
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	76 472	69 693
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16		
Excédent de fonctionnement affecté	17	163 633	443 090
Réserves financières et fonds réservés	18	415 281	412 924
	19	655 386	925 707
	20	(993 356)	(170 309)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(86 489)	(154 435)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1	209 971	200 185	179 278
Autre	2	3 480 044	3 359 787	3 001 982
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3	60 846	51 244	46 145
Autres	4	748 934	717 777	646 353
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5	194 369	156 600	147 862
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	16 493 351	15 542 552	13 333 711
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	663 546	617 955	621 386
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	266 725	303 632	312 239
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13			
Contributions				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14			
Transferts	15			
Autres	16	2 713 940	2 647 849	2 501 261
Autres				
Transferts	17	461 103	697 731	482 750
Autres	18			
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19		1 646 504	1 591 090
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
▪ CRÉANCES DOUTEUSES	21.1	45 000	(59 110)	117 254
	22	25 337 829	25 882 706	22 981 311

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	1	69 514	65 618
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2	40 671	44 818
Autres revenus	3		
	4	110 185	110 436
Charges			
Créances douteuses sur prêts et placements de portefeuille			
Radiation	5		
Variation de la provision pour moins-value	6	(45 431)	82 757
Autres créances douteuses	7		
	8	(45 431)	82 757
Autres charges	9		
	10	(45 431)	82 757
Excédent (déficit) de l'exercice	11	155 616	27 679
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	1 623 747	1 244 563
Placements de portefeuille	13		
Débiteurs	14	11 185	
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15	1 082 337	1 361 410
Provision pour moins-value	16	(313 193)	(358 463)
	17	769 144	1 002 947
	18	2 404 076	2 247 510
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	19	950	
Revenus reportés	20		
Dette à long terme	21	2 295 448	2 295 448
	22	2 296 398	2 295 448
Solde du Fonds local d'investissement	23	107 678	(47 938)
VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
Libres	24	1 623 747	1 244 563
Supportant les engagements de prêts	25		
Supportant les garanties de prêts	26		
	27	1 623 747	1 244 563

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Prêts octroyés dans le cadre du FLI régulier, d'un montant de 602 042 \$ (636 414 \$ en 2023), venant à échéance de 2025 à 2030, portant intérêt à des taux variant de 0,0 % à 7,5 % et remboursables par versements variables. De plus, les prêts octroyés sont présentés nets d'une provision pour pertes éventuelles de 15 655 \$ (71 854 \$ en 2023). Par ailleurs, aucune somme représentant des prêts irrécouvrables a été radiée en 2024 (0 \$ en 2023).

Prêts octroyés dans le cadre de l'aide d'urgence aux PME (AUPME), d'un montant de 167 102 \$ (366 534 \$ en 2023), venant à échéance de 2025 à 2028. Ces prêts sont présentés nets d'une provision pour pertes éventuelles de 297 538 \$ (286 609 \$ en 2023) portant intérêt à un taux de 3,00 %, remboursables par versements variables. Par ailleurs, aucune somme représentant des prêts irrécouvrables a été radiée en 2024 (0 \$ en 2023).

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Note sur la dette à long terme

La dette à long terme est constituée de deux prêts, sans intérêt, octroyés par le ministère de l'Économie et de l'innovation (MEI) à la Municipalité régionale de comté. Un premier montant de 855 418 \$ (855 418 \$ en 2023) octroyé dans le cadre du FLI régulier est remboursable par un premier versement en juin 2026 qui sera égal au montant disponible pour consentir des prêts admissibles au 31 décembre 2025, suivi de cinq versements annuels et consécutifs le 1er juin de chaque année, et ce, à compter du 1er juin 2027 et un versement final le 1er juin 2032 selon l'évaluation de portefeuille du Fonds local d'investissement au 31 décembre 2031, jusqu'à concurrence du solde du prêt. Un deuxième montant de 1 440 030 \$ (1 440 030 \$ en 2023), octroyé dans le cadre de l'aide d'urgence aux PME, est remboursable en un seul versement en 2030. Dans ce cas, la portion attribuable aux pardons de prêts n'aura pas à être remboursée.

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

S.O.

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

S.O.

Note sur les autres revenus et les autres charges

S.O.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	1	3 321	2 592
Revenus sur les prêts aux entreprises	2	28 087	19 428
Autres revenus	3		
	4	31 408	22 020
Charges			
Créances douteuses sur prêts			
Radiation	5		
Variation de la provision pour moins-value	6	(23 678)	24 002
Autres créances douteuses	7		
	8	(23 678)	24 002
Intérêts sur la dette à long terme	9	5 018	600
Autres charges	10		
	11	(18 660)	24 602
Excédent (déficit) de l'exercice	12	50 068	(2 582)
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	13	31 797	71 915
Placements de portefeuille	14		
Débiteurs	15		
Prêts aux entreprises	16	428 531	361 862
Provision pour moins-value	17	(16 171)	(39 688)
	18	412 360	322 174
	19	444 157	394 089
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	20		
Revenus reportés	21		
Dette à long terme	22	145 000	145 000
	23	145 000	145 000
Solde du Fonds local de solidarité			
Excédent affecté aux prêts aux entreprises	24	299 157	249 089
Excédent (déficit) non affecté	25		
	26	299 157	249 089
VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
Libres	27	31 797	71 915
Supportant les engagements de prêts	28		
	29	31 797	71 915

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Les prêts octroyés dans le cadre du Fonds local de solidarité représentent une somme de 412 360\$ (322 174 \$ en 2023). De plus, les prêts octroyés sont présentés nets d'une provision pour pertes éventuelles de 16 171\$ (39 688 \$ en 2023). Ces prêts, échéant de 2026 à 2030, portent intérêt à des taux variant de 6,50 % à 9,00 %.

Note sur la dette à long terme

Dette à crédit variable au Fonds locaux de solidarité FTQ, pour un montant maximal de 750 000 \$ dont 145 000 \$ sont utilisés au 31 décembre 2024 (145 000 \$ en 2023) portant intérêt à un taux de 4,00 % (pour la tranche de déboursé 1 à 250 000 \$), sans modalités prévues de remboursement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

S.O.

Note sur les autres revenus et les autres charges

S.O.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus provenant de la gestion foncière	1	2 660
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2	
	3	2 660
Charges		
Frais de gestion		
Salaires	4	
Créances douteuses	5	
Autres frais de gestion	6	
	7	
Activités et projets de mise en valeur du territoire		
▪ Digue Montfort	8.1	2 660
	9	2 660
	10	2 660
Excédent (déficit) de l'exercice	11	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	223 170	188 534
Placements de portefeuille	13		
Débiteurs	14		
Provision pour créances douteuses	15	()	()
	16		
Autres	17		
	18	223 170	188 534
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	19		
Créditeurs et charges à payer	20		
Revenus reportés			
Provenant de la gestion foncière	21	223 170	188 534
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	22		
Autres	23		
Autres	24		
	25	223 170	188 534
Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	26		

Note sur les autres actifs

S.O.

Note sur les créditeurs et charges à payer

S.O.

Note sur les autres revenus reportés

S.O.

Note sur les autres passifs

S.O.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	1 001 328	832 695
Excédent de fonctionnement affecté	2	1 030 456	1 595 736
Réserves financières et fonds réservés	3	2 453 714	1 836 166
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(1 806 070)	(1 686 789)
Financement des investissements en cours	5	260 308	346 798
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	27 995 767	27 689 888
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	30 935 503	30 614 494
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	1 001 328	832 695
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	1 001 328	832 695
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Fond investissement centre sportif	12.1	65 416	111 916
▪ Provision plan GMR	12.2	163 773	171 363
▪ Frais de gestion AUPME	12.3	40 733	107 755
▪ Futur siège social MRC	12.4	4 721	159 133
▪ Affectation budget 2025	12.5	755 813	
▪ Affectation budget 2024	12.6		1 045 569
	13	1 030 456	1 595 736
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	14.1		
	15		
	16	1 030 456	1 595 736

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪ RÉSERVE INFRA PARCS	17.1 322 069	334 918
▪ RÉSERVE CENTRE SPORTIF	17.2 207 540	100 000
▪ RÉSERVE PERENNITÉ SENTIERS	17.3 128 716	
	18 658 325	434 918
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	19.1	
	20	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	21	
Organismes contrôlés et partenariats	22	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	23	
Organismes contrôlés et partenariats	24	
Montant non réservé		
Administration municipale	25 5 290	5 290
Organismes contrôlés et partenariats	26	
Fonds local d'investissement	27 1 633 821	1 244 563
Fonds local de solidarité	28 31 635	71 915
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29 124 643	79 480
Autres		
▪	30.1	
	31 1 795 389	1 401 248
	32 2 453 714	1 836 166

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 ()(
Autres	37 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 ()(
	39 ()(
Assainissement des sites contaminés	40 ()(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ()(
Autres		
▪	43.1 ()(
	44 ()(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	45 ()(
Utilisation du fonds de roulement	46 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	47 ()(
Utilisation du fonds de roulement	48 ()(
Autres		
▪	49.1 ()(
	50 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	51 ()(
Mesure relative à la COVID-19	52 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	53 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54 (	2 440 448)(
Autres		
▪ Terrain synthétique et centre sportif	55.1 (	1 068 531)(
▪ oeuvre d'art centre sportif	55.2 (	215 046)(
	56 (	3 724 025)(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	57	736 450
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59	1 181 505
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60	
Autres		
▪	61.1	
	62	1 917 955
	63 (	1 806 070)(
		2 118 221
		1 686 789)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	64 277 328	353 299
Investissements à financer	65 (17 020)(	6 501)
	66 260 308	346 798
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67 45 825 627	46 080 497
Propriétés destinées à la revente	68	
Prêts	69 1 181 505	1 325 122
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71	
	72 47 007 132	47 405 619
Ajustements aux éléments d'actif	73 (1 181 505)	(1 325 120)
	74 45 825 627	46 080 499
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	75 (31 009 493)(	31 958 693)
Frais reportés liés à la dette à long terme	76 (225 157)(	328 145)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77 9 937 795	10 375 952
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78 3 466 995	3 520 275
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79	
	80 (17 829 860)(	18 390 611)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81 ()	()
	82 (17 829 860)(	18 390 611)
	83 27 995 767	27 689 888

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4	()(
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12	()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	()(
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21	()(
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	()(
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres	29.1		
▪	29.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31		
Rendement espéré des actifs	32	()(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33		
Charge de l'exercice	34		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 ()(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	
Prestations versées au cours de l'exercice	39	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	
DMERCA du nouveau volet	45	
DMERCA de l'ancien volet	46	
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%
Autres hypothèses économiques		
▪	52.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres	81.1		
	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84	()	
Rendement espéré des actifs	85	()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques	103.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 104 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2024	2023
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105	
Régime de retraite par financement salarial	106	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107	
Régime de retraite à prestations cibles	108	
Autres régimes	109	
	110	

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111 _____ 2

Description des régimes et autres renseignements

Les employés réguliers de la Municipalité régionale de comté cotisent à un REER collectif à un taux minimal de 7,5 % jusqu'à 8.25% de leur salaire brut régulier. La part de la Municipalité régionale de comté équivalente est imputée aux charges au même rythme que la charge de salaire.

	2024	2023
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime volontaire d'épargne-retraite	112	
Régime de retraite simplifié	113	
REER	114	202 592
Autres régimes	115	
	116	202 592

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2024	2023
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	3
		4

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Cotisations des élus au RREM	118	1 995	6 469
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	4 171	13 414
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121	4 171	13 414

Note

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	47		
Sécurité publique			
Police	48		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	49		
Autres	50		
Sécurité civile	51		
Autres	52		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	53		
Enlèvement de la neige	54		
Autres	55		231 926
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	56	275 000	648 693
Transport adapté	57		315 987
Transport scolaire	58		
Autres	59		
Transport aérien	60		
Transport par eau	61		
Autres	62		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63		
Réseau de distribution de l'eau potable	64		
Traitement des eaux usées	65		
Réseaux d'égout	66		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	67		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	68		
Tri et conditionnement	69		
Autres	70	1 406 888	1 414 492
Autres	71	4 000	1 848
Cours d'eau	72		
Protection de l'environnement	73		
Autres	74		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	75			
Autres	76			
Sécurité du revenu	77			
Autres	78	30 000	31 128	41 441
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	79			
Rénovation urbaine	80			
Promotion et développement économique	81	1 025 168	756 421	704 231
Autres	82			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	83	391 460	318 789	362 135
Activités culturelles				
Bibliothèques	84			
Autres	85	151 599	90 493	114 215
Réseau d'électricité				
	86			
	87	3 284 115	3 261 864	2 276 422

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	88		
Sécurité publique			
Police	89		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	90		
Autres	91		
Sécurité civile	92		
Autres	93		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	94		
Enlèvement de la neige	95		
Autres	96		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	97		
Transport adapté	98		
Transport scolaire	99		
Autres	100		
Transport aérien	101		
Transport par eau	102		
Autres	103		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104		
Réseau de distribution de l'eau potable	105		
Traitement des eaux usées	106		
Réseaux d'égout	107		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	108		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	109		
Tri et conditionnement	110		
Autres	111		
Autres	112		
Cours d'eau	113		
Protection de l'environnement	114		
Autres	115		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	116			
Autres	117			
Sécurité du revenu	118			
Autres	119			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	120			
Rénovation urbaine	121			
Promotion et développement économique	122			
Autres	123			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	124		906 867	15 874
Activités culturelles				
Bibliothèques	125			
Autres	126			
Réseau d'électricité	127			
	128		906 867	15 874

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129			
Péréquation	130			
Neutralité	131			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132	143 457	143 457	162 001
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133	3 889 420	3 395 739	2 268 664
Fonds de développement des territoires	134			1 985
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136			
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137	779 608	926 208	955 946
Autres	138		17 500	33 474
	139	4 812 485	4 482 904	3 422 070
TOTAL DES TRANSFERTS	140	8 096 600	8 651 635	5 714 366

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	141			
Évaluation	142	36 112	85 319	57 605
Autres	143	77 971	112 705	176 098
	144	114 083	198 024	233 703
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	146			
Autres	147	1 500	4 299	1 543
Sécurité civile	148			
Autres	149			
	150	1 500	4 299	1 543
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151			
Enlèvement de la neige	152			
Autres	153			
Transport collectif	154			
Autres	155			
	156			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157			
Réseau de distribution de l'eau potable	158			
Traitement des eaux usées	159			
Réseaux d'égout	160			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162			
Tri et conditionnement	163			
Autres	164			
Autres	165	18 718	22 485	37 267
Cours d'eau	166			
Protection de l'environnement	167			
Autres	168			
	169	18 718	22 485	37 267

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	170			
Autres	171			
Autres	172			
	173			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	174			1 894
Rénovation urbaine	175			
Promotion et développement économique	176	2 000	4 982	6 407
Autres	177			
	178	2 000	4 982	8 301
Loisirs et culture				
Activités récréatives	179	1 015 232	1 000 571	910 948
Activités culturelles				
Bibliothèques	180			
Autres	181			
	182	1 015 232	1 000 571	910 948
Réseau d'électricité				
	183			
	184	1 151 533	1 230 361	1 191 762

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	185			
Évaluation	186	30 900	30 900	30 000
Autres	187			
	188	30 900	30 900	30 000
Sécurité publique				
Police	189			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	190			
Autres	191			
Sécurité civile	192			
Autres	193			
	194			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	195			
Enlèvement de la neige	196			
Autres	197			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	198			
Transport adapté	199			
Transport scolaire	200			
Autres	201			
Autres	202			
	203			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	204			
Réseau de distribution de l'eau potable	205			
Traitement des eaux usées	206			
Réseaux d'égout	207			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	208			
Matières recyclables	209			
Autres	210	11 680	11 629	11 851
Cours d'eau	211	72 340	6 860	
Protection de l'environnement	212			
Autres	213			
	214	84 020	18 489	11 851

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	215			
Autres	216			
Sécurité du revenu	217			
Autres	218	50 000	171 999	138 082
	219	50 000	171 999	138 082
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	220			
Rénovation urbaine	221			
Promotion et développement économique	222			
Autres	223			
	224			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	225			
Activités culturelles				
Bibliothèques	226			
Autres	227			
	228			
Réseau d'électricité	229			
	230	164 920	221 388	179 933
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	1 316 453	1 451 749	1 371 695

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	232			
Droits de mutation immobilière	233			
Droits sur les carrières et sablières	234			
Autres	235			
	236			
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	237		11 500	29 750
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	238	50 000	286 706	362 285
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	239	40 000	68 758	64 246
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240		(231)	(101 401)
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243			
Contributions des promoteurs	244			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245			
Contributions des organismes municipaux	246			
Autres contributions	247			
Redevances réglementaires	248			
Autres	249	15 000		42 869
	250	15 000	(231)	(58 532)
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	251			

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Budget 2024		Réalizations 2024		Réalizations 2023
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1	360 552	337 471		345 375
Greffe et application de la loi	2	40 000			
Gestion financière et administrative	3	1 260 265	1 337 429	43 345	1 189 896
Évaluation	4	1 831 475	1 886 536	465	1 822 579
Gestion du personnel	5				
Autres					
▪ Divers	6.1	238 706	154 559		173 928
	7	3 730 998	3 715 995	43 810	3 531 778
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	8				
Sécurité incendie					
Premiers répondants	9				
Autres	10	70 080	69 356	63	62 321
Sécurité civile	11				
Autres	12				
	13	70 080	69 356	63	62 321
TRANSPORT					
Réseau routier					
Voirie municipale	14				
Enlèvement de la neige	15				
Éclairage des rues	16				
Circulation et stationnement	17				
Transport collectif					
Transport en commun	18	766 161	979 885		783 792
Transport aérien	19				
Transport par eau	20				
Autres	21				
	22	766 161	979 885		783 792

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024		Réalizations 2024		Réalizations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23					
Réseau de distribution de l'eau potable	24					
Traitement des eaux usées	25					
Réseaux d'égout	26					
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	2 352 267	2 277 643		2 277 643	1 828 988
Élimination	28	1 125 432	1 094 989		1 094 989	1 052 264
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	2 864 281	2 790 348		2 790 348	2 095 526
Tri et conditionnement	30	1 150 647	1 130 628		1 130 628	590 482
Matières organiques						
Collecte et transport	31	2 306 937	2 451 876		2 451 876	1 828 266
Traitement	32	393 845	424 037		424 037	431 175
Matériaux secs	33	443 042	411 428		411 428	255 386
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36	1 620 482	1 511 403	299 086	1 810 489	1 688 630
Cours d'eau	37	160 606	138 176		138 176	130 964
Protection de l'environnement	38		60 849		60 849	
Autres	39					
	40	12 417 539	12 291 377	299 086	12 590 463	9 901 681
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Habitation						
Logement social	41	76 625	32 732		32 732	76 286
Autres	42					
Sécurité du revenu	43					
Autres	44	204 949	556 595		556 595	312 736
	45	281 574	589 327		589 327	389 022

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	Budget 2024		Réalizations 2024		Total	Réalizations 2023
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	46	372 780	328 915	2 919	331 834	527 300
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	47					
Autres biens	48					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	49					
Tourisme	50	207 660	99 574		99 574	103 711
Autres	51	1 483 541	1 008 501	12 367	1 020 868	1 095 122
Autres	52					
	53	2 063 981	1 436 990	15 286	1 452 276	1 726 133
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	54					
Patinoires intérieures et extérieures	55	1 311 956	1 216 518	561 330	1 777 848	1 782 621
Piscines, plages et ports de plaisance	56	1 311 957	1 216 517	561 330	1 777 847	1 782 621
Parcs et terrains de jeux	57	74 980	77 312		77 312	74 397
Parcs régionaux	58	1 073 211	734 255	164 887	899 142	1 007 994
Expositions et foires	59					
Autres	60	784 347	541 975		541 975	557 955
	61	4 556 451	3 786 577	1 287 547	5 074 124	5 205 588
Activités culturelles						
Centres communautaires	62					
Bibliothèques	63					
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	64					
Autres ressources du patrimoine	65					
Autres	66	520 774	445 108	712	445 820	447 371
	67	520 774	445 108	712	445 820	447 371
	68	5 077 225	4 231 685	1 288 259	5 519 944	5 652 959

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Budget 2024		Réalizations 2024		Total	Réalizations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ		69					
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
	Intérêts	70	829 711	818 599		818 599	830 301
	Autres frais	71	100 560	102 988		102 988	103 324
Autres frais de financement							
	Avantages sociaux futurs	72					
	Autres	73					
		74	930 271	921 587		921 587	933 625
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION		75					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS		76		1 646 504 (	1 646 504)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Quote-part à chaque municipalité membre de l'endettement total net à long terme	6
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	7
Sommaire des revenus de quotes-parts de fonctionnement et d'investissement	8
Analyse des revenus de quotes-parts de fonctionnement	9
Analyse de la rémunération	10
Analyse des revenus de transfert par sources	11
Frais de financement par activités	12
Rémunération des élus	13

Autres renseignements

Questionnaire	14
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Réalizations 2024	Réalizations 2023
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6		
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10	1 074 349	
Autres infrastructures	11		62 171
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	145 904	37 812
Édifices communautaires et récréatifs	14	64 304	82 298
Améliorations locatives	15		9 044
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17		
Ameublement et équipement de bureau	18	85 256	109 811
Machinerie, outillage et équipement divers	19	22 452	25 660
Terrains	20		402 593
Autres	21		
	22	1 392 265	729 389

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

Non audité

		Réalizations 2024	Réalizations 2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		
Autres infrastructures	5	1 074 349	62 171
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	6		
Usines de traitement de l'eau potable	7		
Usines et bassins d'épuration	8		
Conduites d'égout	9		
Autres infrastructures	10		
Autres immobilisations corporelles	11	317 916	667 218
	12	1 392 265	729 389

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	17 327 748		381 143	16 946 605
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	2 142 690		232 888	1 909 802
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	19 470 438		614 031	18 856 407
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	10 013 761		445 473	9 568 288
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	10 013 761		445 473	9 568 288
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14	362 191		(7 316)	369 507
	15	10 375 952		438 157	9 937 795
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16	2 440 448			2 440 448
Autres	17				
	18	12 816 400		438 157	12 378 243
	19	32 286 838		1 052 188	31 234 650
Dettes en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21		763 400	763 400	
Dettes à long terme	22	32 286 838	763 400	1 815 588	31 234 650

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2024

*Non audité***Administration municipale**

Dette à long terme	1	31 234 650
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	17 020
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	9 568 288
Autres montants	9	2 809 955
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	277 328
Autres		
▪	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	18 596 099
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	13	
Endettement net à long terme	14	18 596 099
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	18 596 099
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	18 596 099
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

**QUOTE-PART À CHAQUE MUNICIPALITÉ MEMBRE
DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2024**

Non audité

Code géographique	Municipalité		Montant
77011	Ville d'Estérel	1.1	137 093
77050	Municipalité de Morin-Heights	1.2	2 016 836
77055	Municipalité de Lac-des-Seize-Îles	1.3	88 306
77060	Municipalité de Wentworth-Nord	1.4	96 704
77065	Municipalité de Saint-Adolphe-d'Howard	1.5	1 455 376
77012	Ville de Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	1.6	1 370 568
77022	Ville de Sainte-Adèle	1.7	5 520 829
77030	Municipalité de Piedmont	1.8	1 355 390
77035	Paroisse de Sainte-Anne-des-Lacs	1.9	1 517 687
77043	Ville de Saint-Sauveur	1.10	5 037 310
		2	18 596 099

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Rémunération	1	37 688	4 020
Charges sociales	2	11 169	8 842
Biens et services	3	1 343 408	716 527
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	1 392 265	729 389

**SOMMAIRE DES REVENUS DE QUOTES-PARTS
DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

Non audité

Code géographique	Municipalité		Montant
Ensemble des municipalités			
77011	Ville d'Estérel	1.1	265 763
77050	Municipalité de Morin-Heights	1.2	1 299 553
77055	Municipalité de Lac-des-Seize-Îles	1.3	124 430
77035	Paroisse de Sainte-Anne-des-Lacs	1.4	991 390
77012	Ville de Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	1.5	1 063 338
77022	Ville de Sainte-Adèle	1.6	3 059 880
77030	Municipalité de Piedmont	1.7	843 242
77060	Municipalité de Wentworth-Nord	1.8	915 636
77065	Municipalité de Saint-Adolphe-d'Howard	1.9	1 542 412
77043	Ville de Saint-Sauveur	1.10	3 065 754
		2	13 171 398
Certaines municipalités			
77011	Ville d'Estérel	3.1	12 895
77012	Ville de Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	3.2	197 043
77022	Ville de Sainte-Adèle	3.3	742 466
77030	Municipalité de Piedmont	3.4	247 115
77035	Paroisse de Sainte-Anne-des-Lacs	3.5	220 888
77043	Ville de Saint-Sauveur	3.6	644 600
77050	Municipalité de Morin-Heights	3.7	272 692
77055	Municipalité de Lac-des-Seize-Îles	3.8	8 838
77065	Municipalité de Saint-Adolphe-d'Howard	3.9	215 663
		4	2 562 200
		5	15 733 598

ANALYSE DES REVENUS DE QUOTES-PARTS DE FONCTIONNEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		2024		2023
		Budget	Réalisations	Réalisations
Administration générale				
Greffes et application de la loi	1			
Évaluation	2	1 744 463	1 798 426	1 757 510
Autres	3	1 505 886	1 505 886	1 261 033
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	5			
Autres	6	63 580	63 580	54 542
Sécurité civile	7			
Autres	8			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	9			
Enlèvement de la neige	10			
Autres	11			
Transport collectif	12	461 161	461 161	461 522
Autres	13			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	14			
Réseau de distribution de l'eau potable	15			
Traitement des eaux usées	16			
Réseaux d'égout	17			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	18	6 807 806	6 807 806	6 468 909
Matières recyclables	19			
Autres	20			
Cours d'eau	21	149 106	149 106	131 832
Protection de l'environnement	22			
Autres	23			
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	24			
Autres	25			
Autres	26			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	27	230 585	230 585	229 753
Rénovation urbaine	28			
Promotion et développement économique	29	847 723	847 723	779 854
Autres	30			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	31	3 701 650	3 701 650	3 079 565
Activités culturelles				
Bibliothèques	32			
Autres	33	167 675	167 675	157 818
	34	15 679 635	15 733 598	14 382 338

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	10,76	32,50	18 329,00	1 140 002	221 660	1 361 662
Professionnels	2						
Cols blancs	3	29,04	32,50	44 990,00	1 833 756	466 180	2 299 936
Cols bleus	4	5,53	35,00	10 067,00	339 329	55 908	395 237
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	45,33		73 386,00	3 313 087	743 748	4 056 835
Élus	9	11,00			284 573	36 442	321 015
	10	56,33			3 597 660	780 190	4 377 850

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1	648 693				648 693
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2					
Réseau de distribution de l'eau potable	3					
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5					
Autres	6	7 096 075	906 867			8 002 942
	7	7 744 768	906 867			8 651 635

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3		951
	4		951
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7		
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11		
Enlèvement de la neige	12		
Autres	13		
Transport collectif	14		
Autres	15		
	16		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17		
Réseau de distribution de l'eau potable	18		
Traitement des eaux usées	19		
Réseaux d'égout	20		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21	36 940	28 627
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25		
Autres	26		
	27	36 940	28 627
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33		
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35	6 325	600
Autres	36		
	37	6 325	600
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	878 322	903 447
Activités culturelles			
Bibliothèques	39		
Autres	40		
	41	878 322	903 447
Réseau d'électricité			
	42		
	43	921 587	933 625

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
André Genest	1.1 Préfet	86 292	19 422		
Timothy Watchorn	1.2 Préfet suppléant	19 455	4 062	30 719	15 360
Jacques Gariépy	1.3 Maire	14 400		79 067	19 422
Claude Charbonneau	1.4 Maire	13 269		54 304	19 422
Martin Nadon	1.5 Maire	13 387		47 718	19 422
Frank Pappas	1.6 Maire	13 741	1 286	36 272	18 136
Corina Lupu	1.7 Maire	13 858	9 734	19 377	9 688
Michèle Lalonde	1.8 Maire	15 722		73 062	19 422
Gilles Boucher	1.9 Maire	12 242		46 702	19 422
Catherine Hamé	1.10 Maire	14 353	5 580	27 684	13 842
Danielle Desjardins	1.11 Maire	12 679	4 779	29 143	14 643

Note

Les maires sont des conseillers de MRC et de l'agglomération concernée si applicable

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	OUI	NON
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	_____ \$
Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement		
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2	<input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024	3	_____ \$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	4	<input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :		
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	5	_____ 48 627 \$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	6	_____ 8 076 \$
Ligne 3 : Autres revenus	7	_____ \$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	8	_____ \$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	9	_____ \$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	10	_____ \$
Ligne 9 : Autres charges	11	_____ \$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	_____ 1 105 543 \$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	13	_____ \$
Ligne 14 : Débiteurs	14	_____ 3 627 \$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15	_____ 464 641 \$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	16	_____ 297 538 \$
Ligne 19 : Crédoiteurs et charges à payer	17	_____ \$
Ligne 20 : Revenus reportés	18	_____ \$
Ligne 21 : Dette à long terme	19	_____ 1 440 030 \$
Ligne 24 : Libres	20	_____ 1 105 543 \$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	21	_____ \$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	22	_____ \$
Montant des pardons de prêts constatés		
Solde cumulatif au début de l'exercice	23	_____ 3 017 861 \$
Constatés au cours de l'exercice	24	_____ \$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	25	_____ 3 017 861 \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26		\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27		\$
Ligne 3 : Autres revenus	28		\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29		\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30		\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31		\$
Ligne 9 : Autres charges	32		\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33		\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34		\$
Ligne 14 : Débiteurs	35		\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36		\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37		\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38		\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39		\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40		\$
Ligne 24 : Libres	41		\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42		\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43		\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

La question 16 s'applique aux MRC seulement

16. La MRC a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une autre MRC, à une municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

98

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

4

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

5

5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

6

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2025-06-10

Nom du signataire : Mylène Perrier

Fonction du signataire : Directrice Générale

Date de transmission au Ministère : _____

Date et heure de la dernière modification : 2025-06-05 08:37